

Politique d'immigration: sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier

2007/0094(COD) - 19/02/2009 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a finalement adopté par 522 voix pour, 105 voix contre et 34 abstentions, une résolution législative modifiant, en 1^{ère} lecture de la procédure de codécision, la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

Lors de la session plénière du 4 février 2009, le vote sur la résolution législative avait été reporté à une session ultérieure et la question avait été renvoyée pour examen en commission au fond.

La proposition de la Commission est approuvée telle qu'amendée le 4 février 2009 (pour connaître la teneur des modifications, se reporter au résumé du vote partiel daté du 04/02/2009). Elle inclut une déclaration commune du Parlement européen et du Conseil sur les règles de sous-traitance telles que convenues au projet de directive. Cette déclaration précise que ces règles devront être sans préjudice d'autres dispositions en la matière à arrêter ultérieurement dans le cadre de futurs instruments législatifs.